

<https://ricochets.cc/L-Etat-est-ne-de-la-guerre-et-de-la-violence-et-il-pratique-la-guerre-et-la-violence-pour-perdurer.html>



L'Etat est né de la guerre et de la violence, et il pratique la guerre et la violence pour perdurer

- Les Articles -
Date de mise en ligne : mardi 8 décembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Tandis qu'une intervention militaro-policière est en cours à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, qui a débuté aux alentours de 3h du matin ce lundi 9 avril 2018, il nous semble opportun de republier cette très bonne analyse du sociologue états-unien Charles Tilly, qui nous rappelle que l'État est une forme d'organisation sociale (ou antisociale, c'est selon) née de la violence et de la guerre, et qui utilise la violence et la guerre pour continuer à s'imposer à ce qui est tout aussi vrai des premières formes d'État que des États soi-disant « démocratiques » actuels.

► [La guerre et la construction de l'État en tant que crime organisé](#) (par Charles Tilly)

Un bon article pour les étatistes de gauche et autres, qui croient encore que l'Etat pourrait devenir un rempart efficace contre le capitalisme et ses multinationales, et le creuset d'une vie démocratique réelle et apaisée. Hélas, comme le Capital, l'Etat est en réalité l'ennemi juré de toute démocratie authentique.



► Extraits :

l'Etat-nation s'est construit sur le racket des populations, en ce qu'il produit à la fois le danger et la protection, payante, contre celui-ci.

De la myriade de petits seigneurs voisins se battant pour le contrôle de territoires et donc de ressource émerge un « marché » de la domination où le capital (économique et militaire) s'est concentré en un petit nombre de mains. Les mêmes comportements prédateurs entraînent des puissances de plus en plus gigantesques - car elles ont phagocyté les petites unités politiques précédentes et les ont agrégées - dans des guerres qui prennent de plus en plus d'ampleur, jusqu'à aboutir aux guerres continentales du XIXe siècle et mondiales du XXe.

À l'origine de la construction des Etats, il y a bien la même pulsion qu'on trouve chez des bandes de pillards, des pirates... Dont Tilly nous rappelle d'ailleurs la longue proximité avec les souverains « légitimes ». La convoitise, la cupidité, l'orgueil...

Si le racket en échange de protection représente la forme la plus manifeste du crime organisé, alors la guerre et l'État à ce quintessence de ce type de racket avec l'avantage de la légitimité à ce apparaissent comme les plus grands exemples de crime organisé. Sans taxer tous les généraux et hommes d'État de meurtriers ou de voleurs, je veux souligner la valeur de cette analogie. Au moins pour ce qui concerne l'histoire européenne de ces derniers siècles, dépeindre ceux qui font les guerres et ceux qui font les États comme des entrepreneurs coercitifs et égoïstes

correspond beaucoup plus aux faits que les principales représentations alternatives : l'idée d'un contrat social, l'idée d'un marché ouvert sur lequel les agents des armées et des États offrent des services à des consommateurs bien disposés, l'idée d'une société dont les normes et les attentes partagées appellent un certain type de gouvernement.

J'affirmerai ici que la guerre fait les États. Je montrerai également que le banditisme, la piraterie, les rivalités territoriales entre bandes, la police et la guerre s'inscrivent sur un même continuum. J'exposerai enfin que, dans la période historique circonscrite au cours de laquelle les États-nations sont devenus les organisations dominantes dans les pays occidentaux, le capitalisme marchand et la construction étatique se sont mutuellement renforcés.

Mais considérons qu'un racketteur est celui qui crée une menace et fait ensuite payer pour s'en protéger. Selon cette définition, la fourniture de protection par les gouvernements apparaît souvent comme du racket. Dans la mesure où les menaces contre lesquelles un gouvernement donné protège ses citoyens sont imaginaires ou sont la conséquence de ses propres activités, ce gouvernement a organisé un racket en échange de protection. Puisque les gouvernements eux-mêmes simulent, stimulent ou même fabriquent des menaces de guerres extérieures et puisque les activités répressives et extractives des gouvernements constituent souvent les plus grandes menaces pour les moyens d'existence de leurs propres citoyens, de nombreux gouvernements opèrent exactement comme des racketteurs. À cette différence près, bien entendu, que les racketteurs, au sens conventionnel du terme, agissent sans disposer du caractère sacré des gouvernements.

Quel que soit le critère, les gouvernements se distinguent des autres organisations par leur tendance à monopoliser les moyens concentrés de contrainte. La distinction entre force « légitime » et « illégitime », en outre, ne change rien à ce fait. Si la légitimité dépend de la conformité à un principe abstrait ou de l'assentiment des gouvernés (ou des deux à la fois), ces conditions peuvent servir à justifier, peut-être même à expliquer, la tendance à la monopolisation de la force ; elles ne contredisent pas le fait.

La frontière mouvante et incertaine entre la violence « légitime » et « illégitime » est apparue dans les cercles supérieurs du pouvoir. Au début du processus de construction étatique, de nombreux groupes avaient le droit de recourir à la violence ou la capacité d'y recourir, ou les deux à la fois. La longue relation d'amour-haine entre ceux qui aspiraient à la construction de l'État et les bandits et pirates illustre cette division. « Derrière la piraterie en mer, c'était des villes et des cités-États qui agissaient » écrit Fernand Braudel à propos du XVI^e siècle. « Derrière le banditisme, cette piraterie terrestre, on trouve un soutien permanent de la part des seigneurs[2]. » En périodes de guerre, en effet, les dirigeants d'États constitués recouraient fréquemment aux services de corsaires, envoyaient des mercenaires à l'assaut de leurs ennemis et encourageaient leurs armées régulières à prélever des butins. Il était attendu des soldats et marins au service du roi qu'ils « se servent » chez les populations civiles : réquisitions, viols, pillages. Une fois démobilisés, ils poursuivaient généralement ces pratiques, mais sans la même protection de la part du roi ; les navires démobilisés devenaient ainsi des vaisseaux pirates, les troupes démobilisées des bandits.

Vers la fin du XVIII^e siècle, dans la plus grande partie de l'Europe, les monarques contrôlaient des forces militaires permanentes et professionnelles qui pouvaient rivaliser avec celles de leurs voisins et surpassaient largement toute autre organisation armée à l'intérieur de leurs territoires respectifs. Le monopole étatique de la violence à une grande échelle passait de la théorie à la réalité.

Finalement, les gouvernements européens ont réussi à moins dépendre de ce type de régulation indirecte grâce à deux stratégies, coûteuses mais efficaces : a) en étendant la présence de leurs propres fonctionnaires jusqu'aux communautés locales ; b) en encourageant la création de forces de police subordonnées au gouvernement plutôt qu'à des « patrons » individuels. Ces forces étaient distinctes des forces armées spécialisées dans la guerre et donc moins susceptibles d'être instrumentalisées par des notables dissidents. Entre-temps, cependant, ceux qui ont édifié le pouvoir national ont tous suivi une stratégie composite, consistant à éliminer, asservir, diviser, conquérir, gratifier, acheter, etc., les notables et les seigneurs, selon les occasions qui se présentaient. L'achat prenait la forme

d'exonérations d'impôts, de créations d'offices honorifiques, de l'établissement de titres sur la trésorerie nationale et d'une variété de dispositifs qui faisaient dépendre la prospérité des notables du maintien de la structure de pouvoir existante. Sur le long terme, tout cela a conduit à une pacification massive et à une monopolisation des moyens de contrainte.

« En regardant vers le passé, on ne peut qu'être frappé par la relation apparemment symbiotique existant entre l'État, le pouvoir militaire et l'efficacité de l'économie privée à l'époque de l'absolutisme. Derrière chaque dynastie qui a réussi, il y avait des rangs entiers de riches familles de banquiers. L'accès à ces ressources détenues par la bourgeoisie s'est révélé crucial pour la formation de l'État et pour les politiques centralisatrices. Les princes avaient aussi besoin d'un accès indirect aux ressources agricoles, qui pouvaient être mobilisées seulement quand la production agricole augmentait et qu'un pouvoir administratif efficace était en place pour faire respecter leurs exigences. Mais les relations de causalité fonctionnent également dans le sens opposé : les activités de formation de l'État et de construction de l'Empire, ajoutées à la tendance afférente à une concentration de la population urbaine et de la dépense publique, donnaient des opportunités uniques et inestimables à l'économie privée de réaliser des économies d'échelle. Ces dernières affectaient occasionnellement la production industrielle mais avaient surtout un impact positif sur le développement du commerce et de la finance. De surcroît, la pression pure et simple de la fiscalité mise en place par le gouvernement central a fait plus qu'aucune autre force économique pour canaliser la production paysanne vers le marché et, ainsi, augmenter les opportunités de création et de spécialisation économique[6]. »